

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 10 décembre 2015
(Convocation du 23 novembre 2015)

Aujourd'hui, le dix décembre deux mille quinze à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle au Conseil Départemental des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Madame Céline SALLES,
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR et Bernard VERDIER.

Etaient excusés et avaient donné procuration : Madame Denise SAINT PE, Monsieur Charles PELANNE.

Etaient excusés : Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Odile LAFITTE, Messieurs Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE et Christophe TERRAIN.

Secrétaire de Séance : Madame Céline SALLES

OBJET : DOSSIER IV - programme d'actions / Rivières : validation de la reconnaissance du tronçon de digues Urt-Bayonne

Exposé des motifs :

Lors de la réalisation des travaux d'urgence et de remise en état des digues en rive droite de l'Adour suite aux crues de l'hiver 2014, l'Institution Adour s'est engagée à reconnaître l'existence des digues sur le tronçon Urt-Bayonne en rive droite.

Pour obtenir les autorisations nécessaires au démarrage de la programmation des travaux 2015, l'Etat demande la production de la reconnaissance de l'existence des digues par l'Institution Adour.

Cette procédure est codifiée aux articles L 214-1 à 6 et R 214 et suivants du Code de l'Environnement.

Ainsi l'article R 214-53 précise :

«I.-Lorsque des ouvrages, installations, aménagements, légalement réalisés ou des activités légalement exercées sans qu'il y ait eu lieu à application des textes mentionnés aux articles R. 214-3, R. 214-51 et R. 214-52 viennent à être soumis à autorisation ou à déclaration par un décret de nomenclature, conformément aux articles L. 214-1 à L. 214-6, l'exploitation, ou l'utilisation des ouvrages, installations, aménagements ou l'exercice des activités peuvent se poursuivre sans cette autorisation ou cette déclaration, à la condition que l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire ou le responsable de l'activité fournisse au préfet les informations suivantes :

1° Son nom et son adresse ;

2° L'emplacement de l'installation, de l'ouvrage, ou de l'activité ;

3° La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'installation, de l'ouvrage, ou de l'activité, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés.

II.-Le préfet peut exiger la production des pièces mentionnées aux articles R. 214-6 ou R. 214-32.

Il peut prescrire, dans les conditions prévues aux articles R. 214-17 ou R. 214-39, les mesures nécessaires à la protection des éléments mentionnés à l'article L. 211-1.

III.-Les vidanges périodiques, en vue de la récolte des poissons, d'étangs de production piscicole, régulièrement créées, qui sont venues à être soumises à autorisation ou à déclaration en

application de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R. 214-1, sont considérées comme des activités légalement exercées si la dernière vidange est intervenue depuis moins de trois ans. »

Les travaux envisagés cette année sont soumis à simple déclaration mais nécessitent une régularisation par la reconnaissance d'existence.

La déclaration d'existence concerne un linéaire de 11 kilomètres répartis sur les communes de Saint Laurent de Gosse, Saint Barthélémy, Saint Martin de Seignanx, Tarnos et Bayonne.

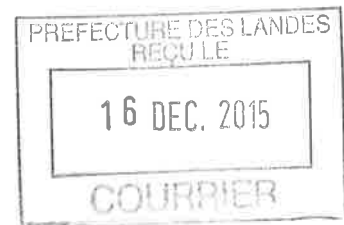
En application du décret du 12 mai 2015, ce système d'endiguement devra faire l'objet d'une proposition de classement ou non par l'Institution Adour gestionnaire.

En l'absence d'observations,

Entendu l'avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE



Article 1

- L'Institution Adour reconnaît l'existence des digues sur le tronçon en rive droite Urt-Bayonne sur les communes de Saint Laurent de Gosse, Saint Barthélémy, Saint Martin de Seignanx, Tarnos et Bayonne, sur 11 kilomètres tels que définis dans le plan joint,
- Cette reconnaissance de l'existence des digues ne peut en aucun cas être assimilée à un accord de l'Institution Adour pour se porter gestionnaire de ce même linéaire,
- Le Président est autorisé à prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 10 décembre 2015 à Mont de Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

Tronçon Uri - Bayonne

Légende

- Limite communale
- L'Adour
- Digue
- Mur-Digue

échelle = 1/40 000

source : Orthophoto 2012 - IGN
Institution Adour Novembre 2015

